

ZIMBABWE/AFRIQUE DU SUD

Le président Mbeki doit se montrer plus actif pour résoudre la crise au Zimbabwe

Index AI : AFR 46/019/2004

ÉFAI

Mercredi 23 juin 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le président Thabo Mbeki doit accroître la pression sur le gouvernement du Zimbabwe pour mettre fin aux violations persistantes des droits humains, selon une lettre ouverte d'organisations de défense des droits humains et de la société civile, adressée ce mercredi 23 juin au président Mbeki.

Cette lettre, signée par les sections sud-africaine et zimbabwéenne d'Amnesty International, et par d'autres organisations sud-africaines et zimbabwéennes de défense des droits humains et de la société civile, souligne la nature urgente et persistante de la crise au Zimbabwe. Les signataires insistent sur la disparité entre les idéaux et les principes proclamés dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, la Vision de l'Union africaine ainsi que la Mission de la Commission de l'Union africaine, et la réalité de la situation au Zimbabwe, telle que la vivent des millions de Zimbabwéens.

« *En élaborant la Vision de l'Union africaine et la Mission de la Commission de l'Union africaine, les chefs d'État africains ont donné la priorité à la mise en œuvre des droits sociaux, économiques, civils, culturels et politiques, et se sont engagés à aider les États membres à mettre en œuvre ces droits. Nous demandons donc aux États africains de s'engager plus ouvertement à résoudre la crise au Zimbabwe* », ont déclaré les signataires.

Les organisations ayant signé la lettre ouverte – nombre d'entre elles participant à l'observation de la situation des droits humains au Zimbabwe – ont défini des mesures concrètes, nécessaires pour lutter contre les atteintes aux droits humains. Parmi ces mesures figurent : l'abrogation ou la modification de tous les textes de loi qui violent les droits internationalement reconnus ; l'engagement immédiat de restaurer les systèmes de responsabilisation de l'État ; l'ouverture d'enquêtes impartiales sur toutes les allégations de violation des droits humains, pour que leurs responsables

soient traduits en justice ; un engagement public en faveur du droit de tous les Zimbabwéens à la nourriture, notamment par la distribution transparente et impartiale de toutes les réserves de nourriture contrôlées par l'État.

Contexte

Cette lettre sera publiée ce vendredi 25 juin dans les journaux *South African Mail* et *Guardian*, sous la forme d'un message pleine page.

Parmi ses signataires figurent : The Amani Trust, AI Zimbabwe, Catholic Commission for Justice and Peace (Zimbabwe), Centre for the Study of Violence and Reconciliation, CIVICUS, Coalition for Peace in Africa, Gays and Lesbians of Zimbabwe, Human Rights Institute of South Africa, Human Rights Trust of Southern Africa, Legal Resources Foundation, Media Monitoring Project of Zimbabwe, Non-violent Action and Strategies for Social Change, Transparency International (Zimbabwe), University of Zimbabwe Legal Aid and Advice Scheme, Zimbabwe Association for Crime Prevention and Rehabilitation of the Offender, Zimbabwe Association for Doctors for Human Rights, Zimbabwe Civic Education Trust, Zimbabwe Human Rights Association, Zimbabwe Lawyers for Human Rights, Zimbabwe Peace Project, Zimbabwe Watch, Zimbabwe Women Lawyers Association.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter l'attaché de presse d'Amnesty International Afrique du Sud, au +27 83 261 2656

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>